

## **UAW et IG Metall : défense des droits des travailleurs de la Bavière jusqu'au Tennessee**

**Pour un syndicalisme transnational – l'exemple d'UAW et IG Metall**

**Une étude de cas par Michael Fichter**

**Il n'est en fin de compte pas si surprenant que les syndicats UAW et IG Metall tissent des liens plus étroits, surtout dans un secteur automobile mondial qui a placé les deux organisations « *sous le même toit* » lors de la fusion entre Chrysler et Daimler AG dans les années 1990.**

C'était en 2015. Dans l'État du Tennessee, loin de la froide région des Grands Lacs où le syndicat des travailleurs de l'automobile *United Automobile Workers* (UAW) détient l'essentiel de son pouvoir, et encore plus loin du siège du syndicat allemand de la métallurgie et de l'automobile, IG Metall, à Frankfurt (Allemagne), de l'autre côté de l'Atlantique.

Le Tennessee, avec sa faible densité syndicale et sa législation du travail favorable aux entreprises, pourrait à prime abord sembler un endroit singulier pour l'annonce par ces deux célèbres syndicats de ce qu'ils ont appelé l'Initiative de partenariat transnational (IPT), alliance entre les deux organisations syndicales en vue de réaliser des actions d'éducation syndicale à l'intention des médias, du public, des législateurs et des entreprises dans leurs pays respectifs. Mais à bien d'autres égards ce choix était parfaitement logique.

L'UAW, avec une affiliation syndicale de 408.000 membres, avait édifié sa puissance dans la région des Grands Lacs, qui regroupe les constructeurs et équipementiers américains du secteur automobile ; or, les marques étrangères préfèrent s'installer dans le Sud du pays, presque entièrement non-syndiqué. Alors que cette tendance avait toujours été vue par les syndicats comme problématique, elle a pu aussi être jugée comme une occasion à saisir : Bob King, ancien président de l'UAW, s'était engagé à insuffler une nouvelle dynamique à la syndicalisation des travailleurs du Sud, non seulement pour étendre la couverture de son syndicat mais aussi pour faire tomber l'idée selon laquelle le Sud est par définition un espace où les structures syndicales sont absentes.

En fait, les deux syndicats collaboraient déjà depuis des années, mais l'IPT a rendu public les engagements des deux syndicats : améliorer les conditions salariales et de travail pour

les ouvriers des usines détenues par des sociétés allemandes dans le Sud des États-Unis, et favoriser l'introduction d'un conseil d'entreprise à l'allemande afin de promouvoir une nouvelle forme de coopération entre les travailleurs et la direction.

Sören Niemann-Findeisen, d'IG Metall, a expliqué lors d'un entretien téléphonique que « *nous devons être aussi mondiaux que nos entreprises, tout particulièrement dans notre secteur* ».

D'après lui, le principal objectif était de faire baisser les entraves à la syndicalisation dans des lieux tels que le Sud des États-Unis, en résolvant dès le début du processus les problèmes qui peuvent se poser dans les usines américaines. Par exemple, une intense résistance à la campagne de syndicalisation des travailleurs s'était déclenchée chez un équipementier allemand aux États-Unis, mais IG Metall a été en mesure de dialoguer avec son propriétaire en Allemagne. Niemann-Findeisen a dit que celui-ci ne voulait pas voir sa réputation teintée d'antisyndicalisme.

Niemann-Findeisen ne qualifie pas non plus le Sud comme étant immuablement antisyndical. Il en donne pour preuve l'usine de General Motors à Spring Hill (Tennessee) où l'UAW a un taux d'affiliation de 90 %, alors qu'il s'agit d'un des États où le droit au travail (*right-to-work*) est fort (c'est-à-dire où la législation prévoit que le syndicat représente l'ensemble des travailleurs de l'unité de négociation mais où elle permet aux non-syndiqués de refuser de payer ces services.)

Dans un rapport intitulé *Transnationalizing Unions. The Case of the UAW and the IG Metall* (Pour un syndicalisme transnational – l'exemple d'UAW et IG Metall) publié en avril 2017 par la fondation allemande Friedrich-Ebert-Stiftung, on découvre que si les objectifs poursuivis ont jusqu'à présent connu un succès mitigé, cette étape était toutefois nécessaire pour modifier une vision démodée, centrée sur la syndicalisation du secteur automobile à l'échelon national. Le rapport souligne qu'il est indispensable de réussir cette transformation, même pour des syndicats tels qu'IG Metall, dont les activités se déroulent dans un cadre législatif relativement favorable.

Le rapport, rédigé par Michael Fichter, indique : « *Même si IG Metall a conservé un niveau d'affiliation syndicale élevé en Allemagne, ce syndicat est confronté à de grands groupes ayant des chaînes d'approvisionnement partout dans le monde et capables d'organiser la production là où les bénéfices seront plus faciles à obtenir. Munis de leur technologie, ces grands groupes ont la faculté de produire davantage là où cela leur coûte le moins, et sont incités à le faire, dans la plupart des cas en contournant les syndicats ; de ce fait, tant qu'existeront des zones non syndiquées dans le monde, le pouvoir institutionnel d'IG Metall en tant que syndicat risque d'être menacé. Le syndicat doit commencer à trouver des manières de changer ce rapport de forces. La coopération avec l'UAW a représenté un premier pas dans ce sens, qui semblait proposer une voie plausible pour mettre à l'épreuve la viabilité et les critères d'une telle approche.* »

La stratégie des deux syndicats a consisté à syndiquer les usines allemandes dans plusieurs états des États-Unis. Avant l'officialisation des relations en 2015, l'effort transnational de cette nature le plus médiatisé avait été la vaine tentative de l'UAW de syndiquer les ouvriers de l'usine Volkswagen à Chattanooga (Tennessee) en 2014. S'il n'avait pas été possible de faire en sorte que la majorité des travailleurs vote en faveur du syndicat, c'était en grande partie en raison du profond antisindicalisme politique au niveau local mais aussi de la campagne antisyndicale agressive menée par les lobbies d'entreprises ainsi que par la direction locale de Volkswagen.

Comme indiqué dans le rapport, la coalition avait accordé une haute priorité à la campagne de syndicalisation chez Volkswagen, mais la partie allemande de l'équation n'avait pas prévu la férocité du sentiment antisindical dans le Sud. Comme observé par Niemann-Findeisen lui-même, il existe certes des entreprises en Allemagne qui opposent une résistance aux campagnes de syndicalisation, mais aux États-Unis on est face à une véritable industrie juridique de l'antisindicalisme, laquelle a plus d'argent et de ressources et exerce une plus grande influence sur les pouvoirs publics locaux.

Le rapport estime néanmoins que cet échec n'était qu'un cahot dans le processus en cours, et se montre très positif quant à la capacité des deux syndicats de favoriser une hausse de l'affiliation syndicale à plus long terme. Loin d'être découragés par cet épisode, les deux syndicats ont vu leur résolution raffermie. Ils ont renforcé leurs liens encore plus étroitement, lançant l'IPT en tant que centre éducatif et informatif susceptible d'encourager les échanges entre travailleurs de sites de production du même constructeur en Allemagne et aux États-Unis et d'organiser des séminaires d'information. Des contacts directs incessants à tous les niveaux organisationnels maintiennent les deux syndicats au courant de toute évolution pouvant les affecter dans les deux pays.

Il n'aura pas fallu longtemps avant de voir apparaître la première lueur d'espoir. Vers la fin de l'année 2015, une division réduite de l'usine de Chattanooga, celle de la réparation robotique, a voté en faveur de la représentation des travailleurs par l'UAW. Ceci constitue une grande première pour le syndicat UAW dans le Sud, en dépit du refus persistant de VW de respecter la loi et d'entamer une négociation collective. Tous ceux qui s'impliquent dans le processus gardent toutefois la tête froide : ils savent qu'il faudra que la coalition syndicale accomplisse un immense travail éducatif dans des endroits tels que le Tennessee et sensibilise bien plus les travailleurs avant de réussir à stimuler la représentation syndicale dans le Sud des États-Unis.

*Ari Paul*

*Ari Paul est un journaliste basé à New York dont les articles paraissent dans des publications telles que the Nation, the Guardian, VICE News et al-Jazeera, entre autres.*